



Diversification de l'économie de l'Ouest Canada Western Economic
Diversification Canada

Plan de vérification axé sur les risques 2011-2014

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADA

Direction générale de la vérification et de l'évaluation

Mars 2011

Table des matières

1.0	Introduction	1
1.1	Objet	1
2.0	Gouvernance	1
2.1	Organisation	2
2.2	Rôle de Vérification interne	2
3.0	L'univers de vérification	3
3.1	Approche et coordination	3
3.2	Évaluation et hiérarchisation des risques	3
3.3	Profil de risque de l'organisation	4
3.4	Rapport annuel du dirigeant principal de la vérification	5
3.5	Étendue de la vérification	5
3.6	Vérifications reportées	5
3.7	Vérifications de suivi	5
3.8	Vérifications d'autres certificateurs	6
3.9	Ressources	6
3.10	Autres activités	7
4.0	Conclusion	7
	Tableau 1 : Résumé du plan de vérification de 2011-2014	8
	Tableau 2 : Plan de vérification de 2011-2012	9
	Tableau 3 : Plan de vérification de 2012-2013	12
	Tableau 4 : Plan de vérification de 2013-2014	15
	Tableau 5 : Allocation des ressources pour 2011-2012	18

1.0 Introduction

Le Plan de vérification axé sur les risques définit la perspective utilisée par Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) pour déterminer et choisir les prochaines vérifications pour DEO. Le Plan couvre une période de trois exercices, de 2011-2012 à 2013-2014. Il donne l'orientation des vérifications internes à mener et en précise la portée, les objectifs et le calendrier, ainsi que les ressources qui seront nécessaires pour les réaliser.

Les principales caractéristiques du plan sont les suivantes :

- il est pluriannuel (trois ans) et sera mis à jour périodiquement;
- il repose sur une méthode axée sur les risques qui comprend la définition d'un univers de vérification, l'évaluation des risques et la hiérarchisation des secteurs potentiels à vérifier;
- l'étendue prévue de ces vérifications tient compte des secteurs où les risques sont jugés les plus élevés pendant la durée du plan, ainsi que des activités prévues de vérification horizontale menées par le Bureau du contrôleur général et d'autres activités des certificateurs du gouvernement fédéral;
- il décrit les projets de vérification, leur justification, leur calendrier et les ressources connexes (en mettant l'accent sur le travail de certification);
- il a été examiné par le Comité ministériel de vérification et recommandé par ce dernier au sous-ministre, qui l'a approuvé et en a remis un exemplaire au contrôleur général.

1.1 Objet

La planification de la vérification axée sur les risques est un procédé systématique où les entités à vérifier sont déterminées, hiérarchisées et inscrites dans un calendrier. Le plan fixe les priorités en matière de vérification interne pour la période s'étalant sur trois exercices, de 2011 à 2014.

2.0 Gouvernance

La Charte de vérification interne de DEO a été récemment approuvée par le sous-ministre, en mars 2009. Le Comité ministériel de vérification révisé la Charte régulièrement. La Charte précise et définit le but et la portée de la fonction de Vérification interne au sein de DEO. La Charte établit le but, les pouvoirs, les responsabilités, l'obligation de rendre compte, l'indépendance et l'objectivité de Vérification interne au sein de DEO. La fonction de Vérification interne est également guidée par les normes relatives aux pratiques de vérification interne adoptées par le gouvernement du Canada, qui comprennent les normes de l'Institut des vérificateurs internes.

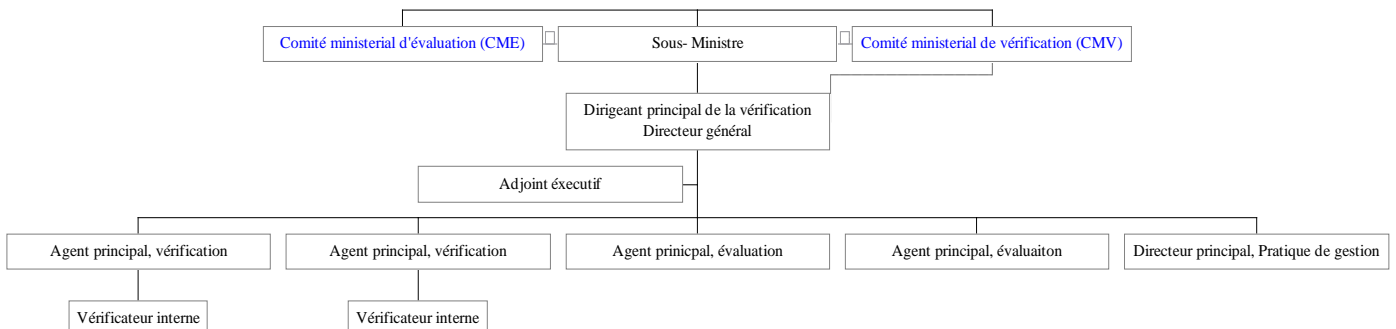
Le Comité ministériel de vérification est une composante essentielle de la structure de gouvernance du Ministère et de son système de vérification. Le Comité veille à ce que le sous-ministre reçoive un avis indépendant et objectif sur le caractère adéquat des processus de contrôle et de reddition de comptes. Le Comité exerce une supervision active, de façon intégrée et systématique, des principaux secteurs de contrôle et de responsabilité du Ministère.

Le Comité de vérification de DEO comprend un président externe, deux membres externes et le sous-ministre, qui agit d'office. Le dirigeant principal de la vérification DPV relève directement et exclusivement du sous-ministre.

2.1 Organisation

Vérification interne relève de la Direction générale de la vérification et de l'évaluation de DEO.

Direction générale de la vérification et de l'évaluation – Organigramme



2.2 Rôle de Vérification interne

Le rôle principal de Vérification interne est de fournir des services de certification et des conseils indépendants et objectifs destinés à augmenter la valeur des activités de DEO et à les améliorer. Vérification interne aide DEO à atteindre ses objectifs stratégiques en adoptant une approche systématique et rigoureuse afin d'évaluer et d'améliorer l'efficacité des éléments suivants :

- la gestion des risques;
- le contrôle;
- les pratiques de gestion.

3.0 L'univers de vérification

Un univers de vérification représente l'étendue potentielle de toutes les activités de vérification et il englobe de nombreuses entités vérifiables. Ces entités comprennent généralement des programmes, activités, fonctions, structures et initiatives variés qui contribuent collectivement à la réalisation des objectifs stratégiques du Ministère.

L'univers de vérification de DEO est présenté de façon détaillée dans un document indépendant, mis à jour régulièrement. L'univers a été établi en fonction des contrôles de gestion de base du Bureau du contrôleur général, en tenant compte de l'Architecture d'activités de programmes et de la Structure de gestion, des ressources et des résultats de DEO.

3.1 Approche et coordination

Le Plan de vérification axé sur les risques a été conçu dans le cadre de consultations auprès du Comité ministériel de vérification de DEO, de la haute direction et des planificateurs. Les agents de Vérification interne ont également consulté le Bureau du contrôleur général, le Bureau du vérificateur général ainsi que d'autres certificateurs pour déterminer si leurs vérifications prévues visaient DEO.

Pour s'assurer que les risques définis dans le plan de vérification étaient cohérents avec le mandat et les priorités de DEO, les agents de Vérification interne ont effectué des recherches dans de nombreux documents pertinents. Les sources de référence comprenaient : l'Architecture d'activités de programmes, la Structure de gestion, des ressources et des résultats, le profil de risque de l'organisation, les présentations au Conseil du Trésor, les rapports sur les plans et les priorités, le rapport ministériel sur le rendement, les évaluations en fonction du Cadre de responsabilisation de gestion, les rapports de vérification interne antérieurs, les états financiers non vérifiés et les rapports d'évaluation.

À la suite de ce processus rigoureux, les agents de Vérification interne ont sélectionné et hiérarchisé les mandats de vérification pour 2011-2014 en fonction de l'exposition au risque, de l'importance relative des risques et de la qualité de l'environnement de contrôle interne en place pour atténuer ces risques. Toute vérification prévue devant être menée par un certificateur externe a également été intégrée au plan.

3.2 Évaluation et hiérarchisation des risques

Grâce au processus de planification de la vérification axée sur les risques, les priorités en matière de vérification interne ont été dégagées et des projets de vérification ont été proposés dans les secteurs jugés prioritaires, du point de vue du Ministère.

Premièrement, les agents de Vérification interne ont établi un classement préliminaire en évaluant chaque entité vérifiable au chapitre de son exposition au risque et l'importance relative du risque, à la lumière du profil de risque de DEO et d'autres risques opérationnels

internes pertinents. Les agents de Vérification interne ont consulté la haute direction et les planificateurs afin de bien comprendre les activités de DEO et les principaux risques qui y sont associés. Ensuite, ils ont établi un classement final en intégrant des facteurs prioritaires additionnels, par exemple, les requêtes particulières de la direction ou du Comité de vérification, les évaluations horizontales, la portée du plan annuel du DPV et des vérifications antérieures.

L'exposition au risque est définie par le niveau de risque que présente chaque entité vérifiable. Elle tient compte également des éléments suivants :

- les circonstances opérationnelles actuelles et prévues de l'entité vérifiable et la présence de facteurs de risque;
- la quantité et la nature des événements à risque auxquels l'entité vérifiable est exposée en raison des circonstances opérationnelles ou des facteurs de risques présents;
- la gravité des conséquences si les risques courus par l'entité vérifiable se concrétisent;
- l'état général des contrôles en place au sein d'une entité vérifiable donnée.

Par importance relative, on entend la valeur ou l'incidence de l'entité vérifiable dans le contexte des objectifs généraux de DEO. Elle repose sur le caractère déterminant, les avantages prévus pour le Ministère et ses intervenants, et la mesure dans laquelle l'entité vérifiable est exposée à l'examen du public ou du milieu politique.

Les résultats de l'analyse et du classement des risques pour l'univers de vérification sont présentés à l'annexe A, Fiche d'évaluation des risques. L'évaluation a porté sur les risques particuliers à DEO et sur les risques présents dans l'ensemble de l'administration fédérale, tels que définis par le Bureau du contrôleur général.

3.3 Profil de risque de l'organisation

L'évaluation des risques comprend également les liens reliant les sujets de vérification au profil de risque de l'organisation. Actuellement, les six principaux secteurs de risque dégagés et approuvés par la direction de DEO sont résumés comme suit :

- **Exécution du Plan d'action économique** – Il y a un risque que le Ministère ne puisse pas finaliser ce plan en raison des niveaux de ressources actuels et des échéanciers;
- **Valeurs et éthique** – Il y a un risque d'infraction réelle ou perçue au code des valeurs et d'éthique de DEO, compte tenu de la nature des programmes de DEO et de la nécessité de faire preuve d'une grande rigueur quant à l'investissement des fonds des contribuables dans des entreprises du secteur privé et des organismes sans but lucratif;
- **Résultats** – Il y a un risque que DEO ne puisse pas mesurer ses progrès quant à la réalisation de son mandat en raison d'un manque de données exactes et accessibles sur le rendement;
- **Gestion financière** – Il y a un risque que le budget soit géré de façon inadéquate et que le cadre de contrôle du Ministère s'effondre;

- **Renouvellement de la fonction publique** – Il y a un risque que DEO ne réussisse pas à retenir et à former les employés recrutés dans le cadre de l'initiative de renouvellement de la fonction publique;
- **Politiques et programmes** – Il y a un risque que le Ministère ne soit pas assez présent au sein des forums qui lui permettraient d'exercer une influence sur les politiques nationales et de contribuer à l'élaboration des programmes.

3.4 Rapport annuel du dirigeant principal de la vérification

La Politique sur la vérification interne de 2009 du Conseil du Trésor exige du dirigeant principal de la vérification qu'il produise un rapport annuel sur les processus de gouvernance et de contrôle, et la gestion des risques du Ministère. À cet effet, le plan prévoit des mandats de vérification ayant l'étendue nécessaire pour aider le dirigeant principal de la vérification à produire son rapport annuel. Il s'agit d'un des facteurs qui justifient les écarts entre le classement préliminaire et final.

3.5 Étendue de la vérification

Les mandats de vérification visent à obtenir des certifications entourant les principaux processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance au sein de DEO. Aux fins de ce plan, les missions de certification ont été catégorisées en fonction d'entités vérifiables et de sujets qui correspondent aux indicateurs du Cadre de responsabilisation de gestion et aux activités opérationnelles de DEO qui appuient la réalisation de son résultat stratégique. Les projets de vérification pour la période visée sont résumés dans le tableau 1 et décrits de façon plus détaillée dans le tableau 2-4. Les vérifications sélectionnées contribuent d'une manière ou d'une autre à la réalisation du résultat stratégique de DEO, soit :

- Une économie épanouie et diversifiée dans l'Ouest canadien

3.6 Vérifications reportées

Le Plan de vérification pour 2011-2014 prévoit deux vérifications reportées (du plan de 2010-2011) : contrôle et paiements et gouvernance des activités de GI/TI. Des retards importants liés à l'embauche d'entrepreneurs pour le mandat de vérification sur la gouvernance des activités de GI/TI n'ont pas permis à l'organisation de lancer et de réaliser ce mandat en 2010-2011. La vérification de suivi était à l'origine prévue pour 2010-2011. Le sous-ministre dirige actuellement des travaux visant à modifier les pratiques et processus de gestion dans ce domaine, travaux qui devraient se terminer d'ici 2011-2012. Par conséquent, le sous-ministre a accepté de reporter cette vérification jusqu'en 2013-2014, afin que celle-ci cible davantage l'évaluation de l'efficacité des changements actuellement mis en œuvre.

3.7 Vérifications de suivi

Les agents de Vérification interne procèdent à trois formes de vérifications. Premièrement, ils mènent des vérifications de suivi semestrielles portant sur les recommandations découlant

des vérifications précédentes. Leurs rapports sont ensuite présentés au Comité ministériel de vérification.

Ensuite, tout en effectuant leur travail périodique d'évaluation et de hiérarchisation des risques, les agents de Vérification interne évaluent les vérifications antérieures afin de déterminer si des vérifications de suivi sont nécessaires. Enfin, ils peuvent procéder à une vérification mixte, qui comprend le suivi d'une vérification antérieure et d'autres éléments ayant fait l'objet d'une révision.

Le Plan de vérification pour 2011-2014 contient des travaux de suivi dans ces trois catégories, notamment les trois vérifications suivantes : évaluation de la préparation financière (2011-2012), subventions et contributions – diligence raisonnable et processus d'approbation (2012-2013) et gouvernance (2013-2014).

3.8 Vérifications d'autres certificateurs

Vérification interne a consulté d'autres certificateurs pour déterminer quels projets, le cas échéant, ces derniers ont l'intention de mener en 2011-2012 qui pourraient avoir une incidence sur DEO. Voici une liste des activités pour lesquelles Vérification interne assurera un rôle de liaison et dont la réalisation nécessitera des ressources provenant d'autres secteurs de DEO :

1. Bureau du vérificateur général – Seconde vérification du Plan d'action économique du Canada;
2. Bureau du contrôleur général – Phase 1 de la vérification horizontale du cadre de contrôle de gestion des subventions et contributions (élaboration et suivi du plan d'action de la direction seulement).

Dans tous ces cas, les ressources de Vérification interne nécessaires pour mener ces initiatives sont précisées dans la fonction Pratique de gestion du tableau 5.

3.9 Ressources

Vérification interne compte cinq professionnels de la vérification à temps plein, un dirigeant principal de la vérification et un adjoint administratif. C'est le dirigeant principal de la vérification qui détermine si les ressources en personnel et les fonds d'exploitation actuels sont adéquats pour les vérifications prévues de 2011 à 2014. Le Plan de vérification combinera des ressources internes et externes en raison du volume des vérifications prévues ainsi que pour satisfaire aux normes de compétence collective requises pour les vérifications internes. Le budget d'exploitation prévoit un financement ciblé pour soutenir les activités du Comité ministériel de vérification ainsi que pour la formation continue du personnel de vérification interne.

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Ressources financières	1 040 000 \$	1 040 000 \$	1 040 000 \$
Ressources humaines – ETP	7	7	7

L'affectation des ressources pour tous les projets de vérification pour 2011-2012 se trouve au tableau 5.

3.10 Autres activités

Voici certaines des activités de consultation clés du cycle de planification de Vérification interne :

- Mandats de consultation confiés par la haute direction (conditionnels à la préservation du caractère objectif et impartial de Vérification interne);
- Améliorations au Programme d'assurance et d'amélioration de la qualité;
- Formation continue pour le personnel de vérification interne;
- Soutien au Comité ministériel de vérification;
- Formation du personnel et d'autres intervenants quant au rôle de Vérification interne;
- Soutien des mandats horizontaux confiés par des certificateurs externes et des organismes centraux.

4.0 Conclusion

Dans ce plan de vérification axé sur les risques, Vérification interne a choisi des projets qui garantiront une certitude de vérification en adoptant une approche systématique et rigoureuse afin d'évaluer les processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada et d'en améliorer l'efficacité.

Tableau 1 : Résumé du plan de vérification de 2011-2014

Résultat stratégique de DEO			
1. Une économie épanouie et diversifiée dans l'Ouest canadien			
Priorité	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Très élevée	1. Report : S et C – Contrôle et paiements	1. S et C - Diligence raisonnable et processus d'approbation	1. Gestion de l'information
Élevée	2. Report : Gouvernance en matière de GI/TI	2. Vérification horizontale du BCG sur le cadre de contrôle de gestion des subventions et contributions – Phase 2	2. Cycle de vie du développement des systèmes de TI (gestion du changement)
Élevée	3. Procédures de fin d'exercice	3. Planification de la relève	3. Politique et orientation stratégique
Élevée	4. Information sur le rendement des projets	4. Centre de services aux entreprises du Canada	4. Vérification de suivi – Gouvernance
Élevée	5. Mesure du rendement ministériel	5. Planification et allocation des ressources	5. Programme de diversification de l'économie de l'Ouest
Élevée	6. Vérification de suivi – Évaluation de la préparation financière	6. Contrôle des états financiers trimestriels	6. Contributions remboursables
Élevée		7. Examen de l'évaluation de la qualité – Évaluation externe	
Modérée	7. Suivi des recommandations antérieures	8. Suivi des recommandations antérieures	7. Suivi des recommandations antérieures

Tableau 2 : Plan de vérification de 2011-2012

Projet, portée, objectifs	Priorité	Justification		
<p>1. Report : S et C – Contrôle et paiements Le contrôle des exigences financières et non financières liées aux résultats souhaités est effectué sur une base régulière. Conformité aux modalités des ententes de contribution.</p> <p>[Devrait débuter au T1 et se terminer au T2]</p>	<p>Très élevée</p> <p>Note 11</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 2,4</p>	<p>Liens vers les contrôles de base :</p> <p>Gouvernance Politiques et programmes Service axé sur le citoyen Gestion des risques Gérance Reddition de comptes Apprentissage/innovation Résultats/rendement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Importance • Décaissements • Processus opérationnels de base • Liens de dépendance avec les tierces parties • Vérification cyclique du processus des S et C
<p>2. Report : Gestion de l'information et gouvernance des TI Caractère adéquat et efficacité du cadre de gouvernance de la GI/TI. Caractère adéquat et efficacité des fonctions de gestion des actifs de TI, y compris la planification des investissements, le cycle de vie.</p> <p>[Externe - Devrait débuter au T1 et se terminer au T2]</p>	<p>Élevée</p> <p>Note 8</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 2,4,5</p>	<p>Liens vers les contrôles de base :</p> <p>Gouvernance Service axé sur le citoyen Gestion des risques Gérance Reddition de comptes Apprentissage/innovation Résultats/rendement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Changement • Aucune vérification récente • Certification holistique
<p>3. Procédures de fin d'exercice Contrôles financiers et non financiers mis en oeuvre pour faire face aux difficultés liées aux transactions et à la production de rapports en fin d'exercice.</p> <p>[Devrait débuter au T2 et se terminer au T3]</p>	<p>Élevée</p> <p>Note 9</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 1,2,3,4</p>	<p>Liens vers les contrôles de base :</p> <p>Gouvernance Service axé sur le citoyen Gestion des risques Gérance Reddition de comptes Apprentissage/innovation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Volume important – transactions et charge de travail • Exigences uniques liées aux processus de fin d'exercice • Historique des modèles d'engagement des fonds issus des S et C • Rapports sur le rendement financier et non financier

Projet, portée, objectifs	Priorité	Justification		
			Résultats/rendement	<ul style="list-style-type: none"> Exigences en matière de conformité aux politiques du CT
<p>4. S et C – Information sur le rendement des projets Les résultats sur le rendement financier et non financier des projets sont documentés et transmis au niveau de direction approprié et aux intervenants, au moment opportun. Il existe des processus et des systèmes qui permettent d'effectuer une synthèse et d'assurer la continuité des systèmes d'information. La planification et la portée de cette vérification seront soigneusement intégrées à la vérification de la mesure du rendement ministériel (point 5 ci-dessous).</p> <p>[Devrait débiter au T1 et se terminer au T3]</p>	Élevée Note 9	Liens vers les risques ministériels n° 1,2,3	Liens vers les contrôles de base : Politiques et programmes Service axé sur le citoyen Gestion des risques Gérance Reddition de comptes Résultats/rendement	<ul style="list-style-type: none"> Importance Préoccupations soulevées lors des évaluations Données essentielles sur le rendement Liens de dépendance avec les tierces parties Vérification cyclique du processus des S et C
<p>5. Mesure du rendement ministériel Des renseignements pertinents sur les résultats, les opérations internes et les programmes sont recueillis et utilisés pour prendre des décisions, et les rapports destinés au public sont équilibrés, transparents et faciles à comprendre. La planification et la portée de cette vérification seront soigneusement intégrées à la vérification de l'information sur le rendement des projets (point 4 ci-dessus).</p> <p>[Devrait débiter au T3 et se terminer au T4]</p>	Élevée Note 8	Liens vers les risques ministériels n° 1,2,3,4	Liens vers les contrôles de base : Gouvernance Politiques et programmes Service axé sur le citoyen Gestion des risques Gérance Reddition de comptes Apprentissage/innovation Résultats/rendement	<ul style="list-style-type: none"> Responsabilité et transparence Obtention des résultats Harmonisation et intégration des priorités Importance Accessibilité pour le public
<p>6. Vérification de suivi – Évaluation de la préparation financière Vérification de suivi sur l'évaluation de la préparation financière, qui portait sur les principaux processus de contrôle des rapports financiers du Ministère et sur les contrôles visant l'ensemble de l'organisation. La</p>	Élevée Note 8	Liens vers les risques ministériels n° 2,3,4	Liens vers les contrôles de base : Gouvernance Politiques et programmes Effectifs	<ul style="list-style-type: none"> Suivi des mandats de consultation de fournisseurs externes Importance Complexité Aucune vérification récente

Projet, portée, objectifs	Priorité	Justification		
vérification portera sur les secteurs considérés faibles ou inefficaces dans le rapport. [Devrait débiter au T3 et se terminer au T4]			Gestion des risques Gérance Reddition de comptes Résultats/rendement	
7. Suivi des recommandations antérieures Des plans d'action de la direction efficaces sont mis en oeuvre. Communication de tout risque résiduel important. [Devrait se terminer au T2 et T4]	Modérée Note 7	Liens vers les risques ministériels n° 1 - 6	Liens vers les contrôles de base : Gestion des risques Gérance Reddition de comptes	<ul style="list-style-type: none"> • Importance • Exigé par la politique • Risques résiduels associés aux plans d'action de la direction en suspens

Tableau 3 : Plan de vérification de 2012-2013

Projet, portée, objectifs	Priorité	Justification		
<p>1. S et C – Diligence raisonnable et processus d’approbation Évaluer l’efficacité, l’efficience et la rentabilité des mécanismes en place pour veiller à ce que les principes associés à la gérance, à l’éthique, à la gouvernance, à la gestion des risques et aux contrôles, et intégrés aux processus de financement et d’approbation, soient observés et permettent d’obtenir les résultats souhaités.</p>	<p>Très élevé</p> <p>Note 11</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 1,2,3,4</p>	<p>Liens vers les contrôles de base :</p> <p>Gouvernance Valeurs de la FP Politiques et programmes Service axé sur le citoyen Gestion des risques Gérance Reddition de comptes Apprentissage/innovation Résultats/rendement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Importance • Discrétion et jugement professionnel • Équité et transparence des décisions • Processus opérationnels de base • Liens de dépendance avec les tierces parties • Vérification cyclique du processus des S et C
<p>2. Vérification horizontale du BCG sur le cadre de contrôle de gestion des subventions et contributions – Phase 2 DEO était l’un des premiers ministères sélectionnés pour la phase 1 de cette vérification horizontale, qui s’est terminée en 2010-2011. DEO a également été pré-sélectionné pour la phase 2.</p>	<p>Élevée</p> <p>Note 8</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 2,3,4</p>	<p>Liens vers les contrôles de base :</p> <p>Gouvernance Politiques et programmes Service axé sur le citoyen Gestion des risques Gérance Reddition de comptes Résultats/rendement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Priorité accordée à la vérification horizontale du BCG • DEO a déjà été sélectionné • Soutien aux vérifications horizontales, prévu dans la politique
<p>3. Planification de la relève Stratégies et processus de maintien en poste des employés, planification de la relève à la lumière de l’évolution du marché du travail, du renouvellement de la fonction publique et des caractéristiques démographiques du personnel.</p>	<p>Élevée</p> <p>Note 9</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 2,5</p>	<p>Liens vers les contrôles de base :</p> <p>Gouvernance Valeurs de la FP Effectifs Gérance</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Priorité organisationnelle • Importance • Complexité • Aucune vérification antérieure

Projet, portée, objectifs	Priorité	Justification		
<p>4. Centres de services aux entreprises du Canada Il existe des mécanismes de gérance, de gestion de projet, de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle sains, pour atteindre les résultats du programme.</p>	<p>Élevée Note 8</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 1,2,3,4,8,9</p>	<p>Liens vers les contrôles de base : Politiques et programmes Gérance Reddition de comptes Résultats/rendement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Services axés sur la clientèle • Aucune vérification interne antérieure • Liens de dépendance avec les tierces parties
<p>5. Planification et allocation des ressources Les activités, calendriers et ressources nécessaires pour atteindre les objectifs ont été intégrés au budget et font l'objet de rapports réguliers et opportuns.</p>	<p>Élevée Note 8</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 1,2,3,4</p>	<p>Liens vers les contrôles de base : Gouvernance Service axé sur le citoyen Gestion des risques Gérance Reddition de comptes Résultats/rendement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Conformité aux politiques et procédures • Harmonisation avec les priorités • Gestion de ressources limitées • Caractère opportun des décisions
<p>6. Contrôles des états financiers trimestriels DEO doit observer les nouvelles exigences du CT, qui consistent à préparer et à publier des états financiers trimestriels et des données financières prospectives. Il s'agit de nouveaux processus qui viennent tout juste d'être mis sur pied afin de respecter ces exigences.</p>	<p>Élevée Note 9</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 3,4</p>	<p>Liens vers les contrôles de base : Gouvernance Service axé sur le citoyen Gestion des risques Gérance Reddition de comptes Apprentissage/innovation Résultats/rendement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle exigence du CT • Requiert des processus hors ligne • Des changements aux fonctions des systèmes sont requis • Approbation du D et du sous-ministre • Examen du public et profil
<p>7. Examen de l'assurance de la qualité – Évaluation externe Caractère adéquat et efficacité de l'activité de vérification interne et du Comité de vérification, y compris la mesure dans laquelle les ministères respectent la politique du CT, les normes professionnelles ainsi que le code de l'Institut des</p>	<p>Élevée Note 9</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 1 - 6</p>	<p>Liens vers les éléments du CRG : Gérance Gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Exigence du CT • Exigence professionnelle • Efficacité de l'activité de VI • Validation de la conformité aux politiques et aux normes

Projet, portée, objectifs	Priorité	Justification		
vérificateurs internes.				
8. Suivi des recommandations antérieures Des plans d'action de la direction efficaces sont mis en oeuvre. Communiquer tout risque résiduel.	Modérée Note 7	Liens vers les risques ministériels n° 1 - 6	Liens vers les éléments du CRG : Gestion des risques Gérance Reddition de comptes	<ul style="list-style-type: none"> • Importance • Exigé par la politique • Risque résiduel associé aux plans d'action de la direction en suspens

Tableau 4 : Plan de vérification de 2013-2014

Projet, portée, objectifs	Priorité	Justification		
<p>1. Gestion de l'information Évaluer les processus et les contrôles en place pour administrer, protéger et utiliser des renseignements cruciaux pour le Ministère, et produire des rapports à cet égard.</p>	<p>Très élevée</p> <p>Note 11</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 1-6</p>	<p>Liens vers les contrôles de base :</p> <p>Gouvernance Politiques et programmes Service axé sur le citoyen Gestion des risques Gérance Apprentissage/innovation Résultats/rendement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Importance • Priorité de la direction (RPP) • Élément essentiel de chaque programme et de chaque fonction du Ministère
<p>2. Cycle de vie du développement des systèmes de TI (gestion du changement) Évaluer les pratiques et processus principaux du Ministère relativement à la gestion du cycle de vie de ses actifs de TI, essentiels à ses opérations. La vérification portera sur la gestion du changement et les correctifs apportés aux actifs actuels.</p>	<p>Élevée</p> <p>Note 8</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 1,2,3,4,5</p>	<p>Liens vers les contrôles de base :</p> <p>Gouvernance Service axé sur le citoyen Gestion des risques Gérance Reddition de comptes Apprentissage/innovation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Investissement de ressources important • Aucune vérification antérieure • Systèmes cruciaux qui supportent toutes les opérations du Ministère
<p>3. Politique et Orientation stratégique Évaluer les mécanismes de gestion mis en place pour garantir une saine gouvernance, une gestion des risques et des contrôles solides pour concrétiser le mandat du programme. Secteurs à vérifier : Gouvernance, structure et orientation stratégique Gestion des principales fonctions ministérielles : communications, soutien ministériel, services à la direction, etc. Caractère adéquat et efficacité de la délégation des</p>	<p>Élevée</p> <p>Note 9</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 1 - 6</p>	<p>Liens vers les contrôles de base :</p> <p>Gouvernance Valeurs de la FP Politiques et programmes Service axé sur le citoyen Gestion des risques Gérance Reddition de comptes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Couverture opérationnelle approfondie • Rôles ministériels uniques centralisés à Ottawa et à Edmonton (pour cette direction générale) • Harmonisation avec les objectifs ministériels, les priorités et les processus visant à accroître l'efficacité et l'efficience; ou écarts justifiés • Objectifs du Ministère et concordance des priorités

Projet, portée, objectifs	Priorité	Justification		
<p>pouvoirs financiers et opérationnels Fiabilité et intégrité des renseignements financiers et opérationnels Rapports sur le rendement</p>			<p>Apprentissage/innovation Résultats/rendement</p>	
<p>4. Vérification de suivi : Gouvernance Efficacité des processus qui supportent la planification ministérielle et les résultats. Évaluer l'harmonisation des objectifs stratégiques, des priorités et des résultats. Il s'agit d'un suivi de la vérification sur la gouvernance menée en 2008.</p>	<p>Élevée Note 9</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 1-6</p>	<p>Liens vers les contrôles de base : Tous</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Leadership et orientation stratégique • Priorité du sous-ministre • Suivi d'une vérification menée en 2008 • Processus essentiels pour établir l'orientation stratégique
<p>5. Programme de diversification de l'économie de l'Ouest Ce programme constitue la principale responsabilité de DEO et représente environ 75 % du budget principal des subventions et contributions du Ministère. Le Programme a fait l'objet d'une vérification exhaustive en 2009; cette vérification portera donc sur la conformité aux politiques du CT et aux textes de référence.</p>	<p>Élevée Note 9</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 2,3,4</p>	<p>Liens vers les contrôles de base : Gouvernance Politiques et programmes Service axé sur le citoyen Gestion des risques Gérance Reddition de comptes Résultats/rendement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plus important programme de DEO • Conformité aux textes de référence du Programme • Conformité aux politiques du CT
<p>6. Contributions remboursables La vérification de 2009 sur les comptes débiteurs a permis de relever certains problèmes inhérents, mais le problème n'était pas jugé très grave puisque DEO mettait principalement l'accent sur le secteur sans but lucratif. Depuis la mise en œuvre du plan d'action économique, DEO a renoué avec le secteur à but lucratif et avec la possibilité de rendre des comptes sur les contributions remboursables.</p>	<p>Élevée Note 8</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 1,2,3,5</p>	<p>Liens vers les contrôles de base : Tous</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution des ressources humaines dédiées aux relations avec le secteur à but lucratif • Complexité • Exigences en matière de contrôle • Gestion des comptes débiteurs

Projet, portée, objectifs	Priorité	Justification		
<p>7. Suivi des recommandations antérieures Des plans d'action de la direction efficaces sont mis en oeuvre. Communiquer tout risque résiduel.</p>	<p>Modérée</p> <p>Note 7</p>	<p>Liens vers les risques ministériels n° 1 - 6</p>	<p>Liens vers les éléments du CRG :</p> <p>Gestion des risques</p> <p>Gérance</p> <p>Reddition de comptes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Importance • Exigé par la politique • Risque résiduel associé aux plans d'action de la direction en suspens

Tableau 5 : Allocation des ressources pour 2011-2012

Les coûts prévus pour les projets de 2011-2012 englobent les coûts associés aux équivalents à temps plein (ETP), les frais de fonctionnement et d'entretien (F et E) et les coûts de sous-traitance, le cas échéant.

Projet de vérification	ETP	F et E	Coût total
1. Report : Contrôle et paiements	1,3	10 000	139 000
2. Report : Gouvernance de la GI/TI	0,3	140 000	164 000
3. Information sur le rendement des projets	0,8	5 000	102 000
4. Information sur le rendement ministériel	0,7	1 000	89 000
5. Procédures de fin d'exercice	0,8	10 000	106 000
6. Vérification de suivi – Évaluation de la préparation financière	0,7	10 000	97 000
7. Suivi des recommandations antérieures	0,2		18 000
Sous-total pour les projets de certification	4,8	176 000 \$	715 000 \$
Pratique de gestion	0,6	10 000	90 000
Sous-total pour le travail de certification	5,4	186 000 \$	805 000 \$
Mandats de consultation	0,6	20 000	85 000
Gestion et frais généraux	1,0	50 000	150 000
Total	7,0	256 000 \$	1 040 000 \$